

Il reste un long chemin d'Istanbul à Athènes

Un spectre hante les assemblées préparatoires des forums sociaux européens, celui de la visibilité. Une Assemblée Préparatoire Européenne (APE) du prochain Forum Social Européen vient de se tenir à Istanbul. A six mois du FSE d'Athènes, cette réunion souligne les orientations divergentes qui traversent le mouvement altermondialiste. Le clivage s'exprime ici sur le mode de préparation des forums, mais c'est celui qui opposait déjà à Porto Alegre les partisans d'un renforcement de l'auto-organisation des activités, de la multiplication des espaces et des opportunités, de la convergence horizontale des initiatives et des débats (Whitaker, Masiah, Grzybowski) et les partisans d'un "consensus de Porto Alegre", lisible, visible et supposé efficace (Cassen) [voir *Rouge&Vert* 219/220]. Ces divergences sur le mode d'organisation entre partisans de la "Visibilité" et défenseurs de "l'horizontalité" s'avèrent être des clivages de fond qui traversent aujourd'hui le mouvement altermondialiste. La confusion entre la préparation du forum et d'autres initiatives européennes, confusion parfois orchestrée, souvent inévitable, ne simplifie pas les choses.

Nous avons évoqué dans *Rouge & Vert* la précédente réunion préparatoire des Forums (*Rouge & Vert* 225, du 17/06/05.) Celle-ci avait vu s'affronter deux projets de forums : côté pile, les militants du SWP (parti trotskiste anglais) et de la Ligue pour une Cinquième Internationale (L5I) bataillant pour que soient conservés uniquement les 5 axes du forum londonien, (la Guerre, l'islamophobie, la « global justice », etc ...) dans un forum bien encadré, avec un nombre réduit de plénières, pour rendre plus "visibles" les orientations politiques émergentes, le tout dans un espace réduit – et donc mieux "encadré"- au pied de l'Acropole, et côté face, une grande majorité des participants, partisans d'une élaboration la plus large possible, d'une multiplication des projets auto-organisés, et horizontaux (le tout dans un grand village altermondialiste situé dans l'ancien aéroport d'Athènes). Prague semblait

avoir accouché dans la douleur d'une position de principe : l'organisation par la base à partir des 14 aires thématiques (issues d'une première consultation sur le web).

Las ! Le principe de l'auto-organisation est toujours difficile à accepter pour nombre de militants syndicaux, associatifs et politiques. A la veille de la réunion turque, les principaux animateurs français proposaient de regrouper les 15 aires dans 5 « espaces » principaux, par souci de "visibilité", rouvrant ainsi le débat qui semblait avoir été clos à Prague. La réunion d'Istanbul commençait sans surprise par une nouvelle montée au créneau des animateurs anglais proposant de reprendre les thèmes londoniens. Axes principaux et Visibilité seront entérés après cette première journée de débats assez vifs. Reste qu'il est frappant de voir des responsables d'organisations incapables de se faire à l'idée qu'une initiative puisse réellement émerger par le bas. La réussite du dernier Forum mondial, construit sur les bases de l'auto-organisation et l'autogestion, pour tous une référence, est présenté comme un modèle d'organisation, mais un modèle qu'il conviendrait de mâtiner d'un peu d'organisation verticale, histoire d'être "lisible", "visible", de "dégager des axes forts", etc ...

Petite et grande commission

La deuxième journée de l'APE était consacrée aux réseaux, initiatives européennes, etc... Cela s'est traduit par un "off" assez dense (réunions des ATTAC européens, des L5i, des réseaux de solidarité avec l'Amérique Latine...) et d'un "In" inégal (réseaux Changement climatique et environnement, Jeunesse, Antiracisme, Anti-politique sécuritaire, Palestine, Santé, Femmes, anti-guerre, éducation, collaboration eurarabe, migrations)

Les réseaux Jeunesse, Santé, ou anti-guerre n'ont pas donné de compte-rendu, faute d'un nombre significatif de participants. Les réseaux Anti-politique

sécuritaire ou de collaboration eurarabe, sont, quant à eux, le fruit de la détermination politique d'une ou deux personnes, plus que de dynamiques significatives.

La commission « environnement et climat » a été l'occasion de constater le décalage entre les militants ouest-européens, débattant de décroissance, d'alterdéveloppement, de souveraineté alimentaire, de développement « viable et solidaire », et les militants d'Europe de l'Est, plus préoccupés par les questions purement environnementales. Un militant italien résuma ainsi la situation : « *il y a, dans ce débat, un décalage horaire de 15 ans de politisation de l'écologie entre l'est et l'ouest de l'Europe* ». De cette réunion est tout de même sorti le principe d'une participation européenne à la journée pour le climat, du 3 décembre prochain.

La commission féministe, particulièrement portée par les Marches Mondiales, a été l'occasion d'une confrontation dure entre la majorité des animatrices et les (jeunes) militantes de la L5I à propos de l'Islam ou sur l'existence même d'une journée spécifique « femmes » lors du forum. Derrière des arguments de façade sur les dangers d'une marginalisation de la cause féministe, ces jeunes femmes re-servaient le plat bien froid de la centralité de la lutte des classes et des luttes périphériques. Cette réunion, rompant avec la tradition du consensus, s'est conclue par l'adoption de principe d'une journée « des femmes », par « une large majorité des participants ».

La plupart des autres commissions ont vu, peu ou prou, la même confrontation entre thématiques ouvertes et ce qu'il convient d'appeler (du moins après trois longs jours de débats) « gauchisme archaïque ».

Stratégie florentine et gros sabots communistes

Deux réunions revêtaient un caractère particulier lors de cette APE : « la Charte de principes » et la « pétition européenne ».

enne ». Ces deux initiatives, initiées de façon profondément différentes n'ont pas connu du tout le même sort.

Le premier projet, la « Charte des principes pour une autre Europe » est une initiative des syndicats, associations et mouvements politiques italiens impliqués dans les réunions de préparation du forum. Il répond à la demande répétée de travail sur un contre-projet alternatif au projet constitutionnel européen. Une as-

semblée préparatoire se tiendra à Florence en Novembre, pour « élaborer un avant-projet de la Charte », qui serait débattu et approuvé officiellement lors du FSE. Cette Charte devrait reprendre les revendications principales des mouvements sociaux européens mais aussi « approfondir la compréhension, [...] systématiser et [...] rédiger le noyau commun de nos valeurs et croyances, que partagent des millions de personnes. Ces valeurs et croyances ont guidé les mou-

vements sociaux depuis Seattle 1999 et Gênes 2001 ». La réunion de Florence se déroulera en sept sessions de 2 heures :

1. paix et sécurité;
2. l'Europe dans le monde;
3. citoyenneté, égalité et différences;
4. travailleurs et droits sociaux;
5. démocratie et participation;
6. pour une autre économie: les biens communs et l'environnement;

Objectifs et raison d'être de l'Assemblée des Femmes

Elaborer des stratégies de sortie du système patriarcal et capitaliste nécessite la mise en place d'un espace de discussion dédié à la prise de parole sur cette oppression particulière. Les militantes des mouvements féministes européens sont unanimes devant cette constatation. De même il est évident que la déconstruction du patriarcat et du capitalisme n'est possible que si les femmes participent de façon paritaire aux mouvements et espaces mixtes travaillant à la construction d'un monde anti-capitaliste et anti-libéral.

L'Assemblée des Femmes du Forum Social Européen constitue cet espace politique décisif pour les femmes du mouvement féministe européen. Elle est le lieu de création d'un programme pour une autre Europe féministe, sociale, solidaire, écologiste, altermondialiste. La première Assemblée des Femmes de Bobigny a abouti en 2003 à la publication d'un Manifeste des Femmes d'Europe qui posait les principes d'un travail commun et les objectifs du mouvement. L'Assemblée de Londres 2004 a contribué de façon décisive à la première victoire contre l'Europe libérale.

Le mouvement féministe européen y a lancé « l'Initiative féministe européenne pour un Non à la Constitution » qui posait les premiers jalons d'un programme politique féministe à l'échelle européenne. La critique féministe du TCE portée par les réseaux constitutifs de l'Assemblée des Femmes a permis aux militantes engagées dans la campagne du référendum en France d'incarner auprès des citoyens/nes l'espoir d'une Europe où les droits des femmes seraient entièrement respectés et où une politique de sortie du patriarcat et du capitalisme serait mise en œuvre.

L'Assemblée des Femmes Européennes au Forum Social d'Athènes en avril 2006 est un aboutissement logique de notre travail commun depuis quelques années. En effet, les mouvements féministes européens multiplient également les actions et initiatives « entre » les FSE. Une des initiatives particulières est la Marche des Femmes d'Europe qui s'est réunie cette année à Marseille et en Belgique. Nous pensons que l'objectif de l'Assemblée des Femmes est de faire converger vers un même espace toutes les initiatives éparses des réseaux féministes en Europe afin de créer un véritable lieu de contre-pouvoir à l'Europe patriarcale. Nous souhaitons continuer et faire aboutir le travail d'expression des revendications féministes élaborées cette année par la Marche Mondiale et l'englober dans le programme de l'Assemblée des Femmes tout en saluant le dynamisme et l'efficacité de ce réseau féministe.

Nous proposons la progression du travail sur la revendication d'une loi et d'une politique européenne contre les violences faites aux femmes, travail largement entrepris par la Marche. Nous voulons participer à la définition d'une nouvelle Europe politique : tel est le sens des réunions sur la démocratie paritaire et la définition d'une laïcité européenne commune.

Nous devons également impérativement avoir une vision claire et précise du système économique et social de cette nouvelle Europe dans laquelle nous voulons vivre, sans oublier de continuer à mettre en lumière les effets néfastes du néolibéralisme conjugué au mode patriarcal.

Les ateliers de la réunion « Droits reproductifs et sexuels » sont une base es-

sentielle pour continuer à déconstruire le système dans ce qu'il a de plus sordide et oppressif pour les femmes : nous devons travailler à une politique d'abolition du système prostitutionnel en Europe, à une stratégie de lutte pour les droits reproductifs pour toutes les résidentes européennes ainsi qu'à une politique antisexiste combattant efficacement tous les discours et les actes sexistes, y compris lorsque les discours émanent des structures religieuses. Nous souhaitons également organiser un espace de travail approfondi sur les droits sexuels des femmes et des hommes, incluant l'analyse de ce que ces droits pourraient être (le droit de choisir son orientation sexuelle, de vivre célibataire...) ainsi que la mise en commun des outils spécifiques de travail sur ces droits, notamment des outils propres à la tradition féministe comme le groupe de conscience.

Nous allons également travailler sur les propositions de stratégies collectives et d'outils de lutte comme l'informatique ou la mémoire des forums sociaux.

Nous voulons enfin que notre analyse de la situation des femmes migrantes débouche sur une perspective féministe d'une nouvelle politique étrangère européenne respectueuse des droits des femmes dans le monde et adaptant sa politique vis-à-vis du reste du monde à ce principe premier.

Notre Assemblée a donc comme objectif l'élaboration d'un programme politique pour une Europe féministe et de le porter dans les espaces mixtes afin qu'il soit pris en compte dans la stratégie du mouvement altermondialiste face à la nouvelle donne de la construction de l'Europe. ■

7. pour une autre économie: les biens communs sociaux (ex : services publics).

Sept séminaires, un par thème, se dérouleront ensuite durant les premiers jours du FSE d'Athènes et une Assemblée sur la Charte le samedi, où l'avant-projet sera une dernière fois débattu puis signé par «*les réseaux, les associations, les unions, les forums sociaux, les forces politiques, etc., qui acceptent la Charte des principes*».

La Charte sera « mise à la disposition » des mouvements européens altermondialistes afin de « continuer, d'élargir et de renforcer la lutte pour une autre Europe ».

Le fait que ce projet soit totalement intégré au processus des Forums lui donnait un avantage certain sur l'initiative de "pétition européenne" initiée par le PCF.

Une poule et un couteau

Cette seconde initiative a été largement vécue comme une tentative de greffe des partis politiques français impliqués dans la campagne du Non sur la dynamique des forums. Il a suffi d'y ajouter la maladresse de personnalités politiques françaises qui avaient fait l'aller-retour pour cette réunion, le flou entretenu sur l'origine et le cadre de cette initiative, la prudence de certains animateurs mal à l'aise dans leur position à la frontière entre mouvements sociaux et mouvements politiques, et la détermination de mouvements radicaux présents dans la préparation du forum pour bloquer totalement l'initiative.

Cette réunion aura surtout permis de constater l'incapacité des grosses organisations de gauche française à appréhender l'espace altermondialiste.

L'AEP s'est poursuivie par de longues plénières et de nombreuses discussions de couloirs. Il est frappant de constater qu'il s'agit d'une assemblée à peu près paritaire et particulièrement jeune.

Des accords sur les objectifs généraux

Quelques éléments concrets en sont sortis :

1. Construire une alternative au projet néo-libéral et aux politiques anti-sociales en Europe.

2. Faire valoir et rendre visibles ces alternatives et des réponses concrètes.

3. Favoriser la convergence des campagnes et initiatives d'action européennes.

4. Construire le programme à partir des demandes exprimées par les participants au processus.

5. Favoriser les lieux de débats, les synergies, la coopération entre les différents groupes.

6. Assurer l'élargissement et « garantir l'équilibre entre diversité /visibilité ». Cette formule, fruits de tractations de couloirs, laisse présager que le débat sur la « visibilité » est loin d'être clos.

Le travail sur le programme s'organise autour des 16 "aires thématiques" de Prague. Ces "aires thématiques" constituent des "outils de travail" pour construire le programme « par en bas » (voir encadré).

D'Istanbul à Vienne : un long chemin

Le processus de choix des séminaires a été l'occasion de reconvoquer la question de la « visibilité ».

Tous les participants sont invités à proposer des activités² dans le cadre des aires thématiques. Toutes les propositions devront rapidement remonter (sur <http://www.fse-esf.org/>) jusqu'à fin février. Cependant l'essentiel des propositions doit être formulé avant la prochaine AEP (7 et 8 janvier 2006 à Vienne) pour permettre dès cette réunion un travail collectif sur les propositions concrètes.

La question de la « visibilité », qui avait été patiemment mise à la porte jeudi, revint en cette fin d'AEP par la fenêtre: des « événements », initiatives de grande visibilité, seront organisés par l'AEP pendant le forum en nombre limité (C'est l'AEP qui tranchera sur la base de propositions des organisateurs grecs. On peut imaginer d'ici ce que cela signifie pour les prochaines AEP).

A ce bouquet, il convient d'ajouter les espaces auto-organisés (Assemblée des femmes, espace de témoignages des luttes ...), un espace culturel (pour l'instant totalement oublié des débats), et des Espaces autonomes, organisés par des réseaux et structures « qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans le processus global ».

La réunion d'Istanbul aura permis des avancées depuis Prague, mais l'énergie investie collectivement est démesurée au regard du pas de souris effectué. Et le chantier est immense. Et cela d'autant plus que continue à flotter le fantôme de la Visibilité au dessus de l'organisation du forum. ■

Mathieu COLLOGHAN

1. Si elles proposent encore peu d'alternatives, les APE sont déjà devenues de grandes productrices de néologismes : Les « axes », « aires », « espaces », « ensembles d'activités », « thématiques » « aires thématiques », « controverses » et « assemblée thématique » pullulent.

2. Séminaires, débat, controverse, assemblée thématique, témoignages, ateliers...

Les 16 aires thématiques

1. Guerre et paix (occupation en Irak, Moyen-Orient, Palestine), militarisation en Europe, bases militaires. Kosovo, Afrique. Mouvement anti-guerre.
2. L'Europe dans la mondialisation libérale : OMC, G8, institutions internationales ...
3. Les migrants en Europe : droit d'asile, égalité des droits.
4. Les discriminations, le racisme, l'extrême-droite.
5. Les droits sociaux reconnus comme biens communs, les services publics, la protection sociale.
6. Précarité, pauvreté, exclusion.
7. La place du travail : productivité, croissance, chômage / plein emploi.
8. Environnement, développement durable, énergie, eau, climat.
9. Quelle démocratie en Europe et quels droits fondamentaux ? Citoyenneté, fédéralisme, place des Etats, peuples sans Etat, institutions européennes, démocratie et monde du travail...
10. Politique économique en Europe (BC, pacte de stabilité).
11. Droit à l'éducation, à la culture, place des médias.
12. L'alternative féministe.
13. Agriculture, souveraineté alimentaire, paysans en Europe.
14. Où va l'UE ?
15. Stratégie du mouvement : de Seattle aujourd'hui.
16. Les politiques sécuritaires et répressives en Europe